

## **Décret portant statuts particuliers du corps des chargés de recherche du développement durable et du corps des directeurs de recherche du développement durable**

*Publics concernés : fonctionnaires du corps des chargés de recherche et du corps des directeurs de recherche du ministère chargé de l'équipement et fonctionnaires du corps des chargés de recherche et du corps des directeurs de recherche de l'Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité (INRETS).*

*Objet : nouveau statuts particuliers applicables au corps des chargés de recherche du développement durable et au corps des directeurs de recherche du développement durable.*

*Entrée en vigueur : les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1er jour du mois qui suit sa publication.*

*Notice : le présent décret fixe les nouvelles dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires de recherche de catégorie A du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.*

*Référence : le présent décret sera consultable sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

-----  
Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Vu le code de la recherche ;

Vu la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'États étrangers ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 86-398 du 12 mars 1986 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (I.N.R.E.T.S.) ;

Vu le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié fixant les dispositions communes aux stagiaires de l'État et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2005-1090 du 1er septembre 2005 relatif à l'avancement de grade dans les corps des administrations de l'État ;

Vu le décret n° 2007-658 du 2 mai 2007 modifié relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'État ;

Vu le décret n° 2008-370 du 18 avril 2008 organisant les conditions d'exercice des fonctions, en position d'activité, dans les administrations de l'État ;

Vu le décret n° 2010-1702 du 30 décembre 2010 modifié portant création de l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR) ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du ... octobre 2013 ;

Vu l'avis du comité technique de l'Institut français des sciences et techniques des transports, de l'aménagement et des réseaux en date du ... 2013 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État en date du ... ;

Le Conseil d'État (section de l'administration) entendu,  
Décrète :

-----

## **TITRE Ier : DISPOSITIONS PERMANENTES**

### **Section 1 : Dispositions générales**

#### **Article 1 :**

Il est créé un corps de chargés de recherche du développement durable et un corps de directeurs de recherche du développement durable régis par les dispositions des titres Ier (à l'exclusion de ses articles 3, 3-1 et 5), II (à l'exclusion de son article 9 et 59) et VI du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé sous réserve des dispositions du présent décret.

#### **Article 2 :**

Les chargés de recherche du développement durable et les directeurs de recherche du développement durable sont recrutés, nommés et gérés par le ministre chargé du développement durable.

Le ministre chargé du développement durable exerce les attributions dévolues au directeur général de l'établissement par les articles 19, 24, 30, 32, 46, 50, 52, 55, 56, 58 et 250 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé. En outre, il exerce également celle dévolue au conseil d'administration par l'article 244 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé.

Les chargés de recherche du développement durable et les directeurs de recherche du développement durable exercent leurs fonctions dans les établissements, organismes et services de recherche qui ont la charge d'œuvrer au développement de la recherche et de l'innovation et au développement technologique.

#### **Article 3 :**

Les chargés de recherche du développement durable et les directeurs de recherche du développement durable concourent à l'accomplissement des objectifs de la recherche définis à l'article L.112-1 du code de la recherche et assurent les missions définies à l'article L.411-1 du même code.

#### **Article 4 :**

Les chargés de recherche du développement durable et les directeurs de recherche du développement durable sont placés, au sein des établissements, organismes et services de recherche mentionnés à l'article 2 du présent décret, sous l'autorité du directeur de l'établissement, de l'organisme ou du service de recherche dans lequel ils sont affectés.

#### **Article 5 :**

Il est créé auprès du ministre chargé du développement durable une commission d'évaluation qui constitue l'instance d'évaluation, prévue à l'article L321-2 du code de la recherche.

La commission peut être saisie par le ministre chargé du développement durable de toute demande d'avis relevant de sa compétence et en particulier de demande de rapport concernant la recherche dans son département ministériel.

La commission d'évaluation comprend en nombre égal :

- 1° des personnalités scientifiques choisies par le ministre chargé du développement durable,
- 2° des représentants du personnel élus au sein des deux corps concernés par le présent décret.

Le président de la commission est désigné parmi les personnalités scientifiques mentionnées au 1° du présent article par le ministre chargé du développement durable.

Un arrêté du ministre chargé du développement durable nomme les membres de la commission d'évaluation et son président.

Un arrêté du ministre chargé du développement durable définit la composition de la commission d'évaluation, ses principes de fonctionnement ainsi que les modalités d'organisation des élections des membres élus.

#### **Article 6 :**

Par dérogation au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 10 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, les normes servant à établir le rapport que les chercheurs sont tenus de présenter tous les deux ans sont définies par le ministre chargé du développement durable.

Pour l'application du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 10 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, le contenu de la fiche et ses modalités de mise en œuvre sont déterminés par chaque employeur.

## **Section 2 : Dispositions relatives au corps des chargés de recherche du développement durable**

### **CHAPITRE I : RECRUTEMENT**

#### **Article 7 :**

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 16 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, la répartition des postes entre les disciplines ou groupes de disciplines est arrêtée par le ministre chargé du développement durable sur proposition des directeurs des établissements, organismes et services de recherche concernés après avis de leur conseil scientifique.

#### **Article 8 :**

Par dérogation aux dispositions de l'article 18 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, la limite de la proportion réservée aux concours d'accès direct au grade de chargé de recherche de 1ère classe est fixée à deux tiers des recrutements dans ce corps. Lorsque l'application de cette proportion ne permet pas d'aboutir à un nombre entier, le résultat obtenu est porté au nombre entier inférieur.

#### **Article 9 :**

Pour l'application du 4ème alinéa de l'article 19 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, les années d'exercice des métiers de la recherche peuvent, en outre, avoir été accomplies dans des établissements, organismes et services de recherche relevant du ministre chargé du développement durable.

Par dérogation à la dernière phrase de l'alinéa 4 de l'article 19 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, dans le cas où un candidat aurait effectué des travaux de recherche dans un autre établissement ou organisme public ou privé, français ou étranger, une équivalence peut lui être accordée par le ministre chargé du développement durable, après avis de la commission d'évaluation.

#### **Article 10 :**

Par dérogation aux dispositions de l'article 21 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, le jury d'admissibilité des concours est la commission d'évaluation restreinte aux membres de rang au moins égal à celui de l'emploi à pourvoir.

Le président du jury d'admissibilité est le président de la commission d'évaluation ou son représentant.

Au sein du jury d'admissibilité, le président peut constituer des sections de jury dont la compétence correspond aux disciplines ou groupes de disciplines définis.

Les sections de jury peuvent être complétées par des experts extérieurs à la commission d'évaluation, désignés par le ministre chargé du développement durable après avis de la commission d'évaluation.

Le jury d'admissibilité ou ses sections, examine pour chaque candidat un relevé des diplômes, des titres et travaux.

Les sections procèdent à l'examen de la valeur scientifique des candidats relevant du domaine considéré. Cet examen consiste en l'étude d'un dossier comprenant notamment pour chaque candidat un relevé des diplômes, des titres et des travaux de ce dernier et un rapport sur son programme de recherches.

Au terme de cet examen, le jury ou la section de jury établit un rapport sur l'ensemble des candidatures. Le jury, au vu des rapports établis, arrête, après délibération, la liste des candidats qui seront auditionnés.

Au terme des auditions et au vu des rapports présentés par les sections, le jury d'admissibilité établit, après délibération, la liste de candidats admissibles par ordre de mérite.

#### **Article 11 :**

Par dérogation aux dispositions de l'article 22 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, le ministre chargé du développement durable nomme le jury d'admission des concours qui est présidé par le directeur de la recherche et de l'innovation du ministère chargé du développement durable ou son représentant.

Le jury d'admission comporte, en outre :

- trois membres élus choisis parmi les membres mentionnés au 2° de l'article 5 du présent décret et trois membres nommés choisis parmi les membres mentionnés au 1° de l'article 5 du présent décret, de rang au moins égal à celui de l'emploi à pourvoir dont le président du jury d'admissibilité,
- les directeurs des établissements, organismes et services de recherche concernés ou leurs représentants,
- trois personnalités scientifiques désignées par le ministre en charge du développement durable.

Le jury d'admission arrête la liste des candidats admis au vu des dossiers des candidats admissibles qui comportent notamment le rapport établi sur la candidature par le jury d'admissibilité.

Il établit une liste complémentaire dans les conditions fixées par le décret n° 2003-532 du 18 juin 2003 relatif à l'établissement et à l'utilisation des listes complémentaires d'admission aux concours d'accès aux corps de la fonction publique de l'État.

#### **Article 12:**

Par dérogation au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 23 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, le report de tout ou partie des postes sur un ou plusieurs concours ouverts pour une autre discipline ou un autre groupe de disciplines se fait après avis des directeurs des établissements, organismes et services de recherche concernés après consultation de leur conseil scientifique.

### **CHAPITRE II : AVANCEMENT**

#### **Article 13 :**

Pour l'application du 3<sup>ème</sup> alinéa de l'article 32 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, il convient de prendre également en compte l'ancienneté acquise dans un autre corps de chargés de recherche relevant du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé ou du corps des maîtres de conférence des universités.

## **Section 3 : Dispositions relatives au corps des directeurs de recherche du développement durable**

### **CHAPITRE I : RECRUTEMENT**

#### **Article 14 :**

Par dérogation au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 39 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, la répartition des postes entre les disciplines ou groupes de disciplines est arrêtée sur proposition des directeurs des établissements, organismes et services de recherche après avis de leur conseil scientifique.

#### **Article 15 :**

Pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 41 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, le résultat obtenu est porté au nombre entier supérieur lorsque l'application du pourcentage de 5 p. 100 ne permet pas d'obtenir un nombre entier.

#### **Article 16 :**

Par dérogation aux dispositions de l'article 43 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, le jury d'admissibilité des concours est la commission d'évaluation restreinte aux membres de rang au moins égal à celui de l'emploi à pourvoir.

Le président du jury d'admissibilité est le président de la commission d'évaluation ou son représentant.

Au sein du jury d'admissibilité, le président peut constituer des sections de jury dont la compétence correspond aux disciplines ou groupes de disciplines définis.

Les sections de jury peuvent être complétées par des experts extérieurs à la commission d'évaluation, désignés par le ministre chargé du développement durable après avis de la commission d'évaluation.

Le jury d'admissibilité, ou ses sections, procèdent à l'examen de la valeur scientifique des candidats relevant du domaine considéré. Cet examen consiste en l'étude pour chaque candidat d'un rapport d'activité et d'un rapport sur les travaux que l'intéressé se propose d'entreprendre. Ce rapport doit comprendre toutes informations concernant la mobilité du chercheur ainsi que les conditions dans lesquelles il a accompli les missions définies à l'article L.411-1 du code de la recherche.

Cet examen peut comporter une audition des candidats.

Au vu des rapports présentés par les sections, le jury établit, après délibération, la liste de candidats admissibles par ordre de mérite.

#### **Article 17 :**

Par dérogation aux dispositions de l'article 44 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, le ministre chargé du développement durable nomme le jury d'admission des concours qui est présidé par le directeur de la recherche et de l'innovation du ministère chargé du développement durable ou son représentant.

Le jury d'admission comporte, en outre :

- trois membres élus choisis parmi les membres mentionnés au 2° de l'article 5 du présent décret et trois membres nommés choisis parmi les membres mentionnés au 1° de l'article 5 du présent décret, de rang au moins égal à celui de l'emploi à pourvoir dont le président du jury d'admissibilité,
- les directeurs des établissements, organismes et services de recherche concernés ou leurs représentants,
- trois personnalités scientifiques désignées par le ministre chargé du développement durable.

Le jury d'admission arrête la liste des candidats admis au vu des dossiers des candidats admissibles qui comportent notamment le rapport établi sur la candidature par le jury d'admissibilité.

Il établit une liste complémentaire dans les conditions fixées par le décret n° 2003-532 du 18 juin 2003 précité.

#### **Article 18 :**

Par dérogation au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 45 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, le report de tout ou partie des postes sur un ou plusieurs concours ouverts pour une autre discipline ou un autre groupe de disciplines se fait après avis des directeurs des établissements, organismes et services de recherche concernés après consultation de leur conseil scientifique.

### **CHAPITRE II : ÉMERITAT DES DIRECTEURS DE RECHERCHE**

#### **Article 19 :**

Par dérogation au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 57-1 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, la décision qui confère le titre de directeur de recherche émérite est prise par le ministre chargé du développement durable sur la proposition de la majorité absolue des membres de la commission d'évaluation statuant dans une formation restreinte aux seuls membres de cette instance appartenant au corps des directeurs de recherche et corps assimilés, quel que soit leur grade.

#### **Article 20 :**

Par dérogation à la 2<sup>ème</sup> phrase de l'article 57-2 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé, le titre de directeur de recherche émérite peut être renouvelé par le ministre selon la procédure mentionnée à l'article 19 du présent décret.

### **Section 4 : Dispositions particulières**

#### **Article 21 :**

Par dérogation aux dispositions du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires, la commission administrative paritaire des chargés de recherche du développement durable et celle des directeurs de recherche du développement durable ne connaissent ni des propositions de titularisation, ni des questions d'ordre individuel résultant de l'application de l'article 58 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 susvisée.

#### **Article 22 :**

Le pouvoir disciplinaire à l'égard des membres du corps des chargés de recherche du développement durable ou du corps des directeurs de recherche du développement durable s'exerce dans les conditions prévues par le décret n° 84-961 du 25 octobre 1984 modifié relatif à la procédure disciplinaire concernant les fonctionnaires de l'État.

#### **Article 23 :**

Lorsqu'une procédure de licenciement pour insuffisance professionnelle est engagée à l'encontre d'un chargé de recherche du développement durable ou d'un directeur de recherche du développement durable, l'avis de la commission administrative paritaire compétente doit être précédé de la consultation de la commission d'évaluation.

### **TITRE II : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

#### **Article 24 :**

I. Les concours de recrutement pour l'accès aux corps des chargés de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement, des chargés de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité, des directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement et des directeurs de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité, dont les arrêtés d'ouverture ont été publiés avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, demeurent régis par les dispositions applicables à la date de publication de ces arrêtés.

II. Les lauréats des concours mentionnés au I, dont la nomination n'a pas été prononcée avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, conservent le bénéfice de leur admission pour leur nomination dans le corps des chargés de recherche du développement durable ou dans le corps des directeurs de recherche du développement durable.

III. Les lauréats des concours pour l'accès aux corps des chargés de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement et pour l'accès aux corps des chargés de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité qui ont été nommés en qualité de stagiaire dans le corps des chargés de recherche

relevant du ministre chargé de l'équipement et dans le corps des chargés de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité, avant la date d'entrée en vigueur du présent décret, poursuivent leur stage selon les dispositions applicables à la date de leur nomination en qualité de stagiaire.

#### **Article 25 :**

I.1°. Les fonctionnaires appartenant au corps des chargés de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement et les fonctionnaires appartenant au corps des chargés de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité sont intégrés dans le corps des chargés de recherche du développement durable à grade et échelon équivalents avec conservation de l'ancienneté acquise à la date d'entrée en vigueur du présent décret, sur la base des dispositions de l'article 34 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé.

2° Les services accomplis dans le corps des chargés de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement et dans le corps des chargés de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité avant l'entrée en vigueur du présent décret sont assimilés à des services accomplis dans le corps des chargés de recherche régi par le présent décret.

II.1°. Les fonctionnaires appartenant au corps des directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement et les fonctionnaires appartenant au corps des directeurs de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité sont intégrés dans le corps des directeurs de recherche du développement durable à grade et échelon équivalents avec conservation de l'ancienneté acquise à la date d'entrée en vigueur du présent décret, sur la base des dispositions de l'article 55 du décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 susvisé.

2°. Les services accomplis dans le corps des directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement et dans le corps des directeurs de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité avant l'entrée en vigueur du présent décret sont assimilés à des services accomplis dans le corps des directeurs de recherche régi par le présent décret.

#### **Article 26:**

I. Le mandat des membres du comité d'évaluation des corps de chargés de recherche et de directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement institué par l'article 12 du décret n°94-943 du 28 octobre 1994 modifié relatif aux statuts particuliers du corps des chargés de recherche et du corps des directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement est prorogé jusqu'à la mise en place de la commission d'évaluation qui interviendra dans un délai maximal d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

II. A compter de l'entrée en vigueur du présent décret et jusqu'à la mise en place de la commission d'évaluation des corps des chargés de recherche du développement durable et de directeurs de recherche du développement durable, les membres du comité d'évaluation précité et les membres de la commission d'évaluation des chercheurs instituée par les articles 13 à 15 du décret n° 2010-1702 du 30 décembre 2010 susvisé siègent en formation commune.

#### **Article 27 :**

I. Dans toutes les dispositions réglementaires en vigueur concernant les chargés de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement et les chargés de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité, les mentions « chargés de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement » et « chargés de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité » sont remplacées par la mention « chargés de recherche du développement durable ».

II. Dans toutes les dispositions réglementaires en vigueur concernant les directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement et les directeurs de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité, les mentions « directeurs de recherche relevant du ministre chargé de l'équipement » et « directeurs de recherche de l'institut national de recherche sur les transports et leur sécurité » sont remplacées par la mention « directeurs de recherche du développement durable ».

#### **Article 28 :**

I. Les dispositions des articles 3 à 12 et 28 à 32 du décret n° 86-398 du 12 mars 1986 susvisé et le décret n°94-943 du 28 octobre 1994 précité, à l'exception de ses articles 11 et 12, sont abrogées. Les dispositions des articles 11 et 12 du décret précité sont maintenues jusqu'à la mise en place de la commission d'évaluation visée à l'article 5 du présent décret.

II. Les dispositions des articles 13 à 15 du décret n° 2010-1702 du 30 décembre 2010 susvisé sont maintenues jusqu'à la mise en place de la commission d'évaluation visée à l'article 5 du présent décret.

**Article 29 :**

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit sa publication au Journal officiel de la République française.

**Article 30 :**

Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, la ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le ...

Jean-Marc Ayrault

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie et des finances,  
Pierre Moscovici

Le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,  
Philippe Martin

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,  
Geneviève Fioraso

La ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique,  
Marylise Lebranchu

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget,  
Bernard Cazeneuve